

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 07 janvier 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

En'RnoV ex ENGIE ENERGIE SERVICES

2 rue de la Touche Lambert
cs 21724
35510 Cesson-Sévigné

Références : UD35/2026-16
Code AIOT : 0005504122

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/12/2025 dans l'établissement En'RnoV ex ENGIE ENERGIE SERVICES implanté 22 Avenue Charles Tillon 35000 Rennes. L'inspection a été annoncée le 31/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- En'RnoV ex ENGIE ENERGIE SERVICES
- 22 Avenue Charles Tillon 35000 Rennes
- Code AIOT : 0005504122
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

En'Rnov est autorisée à exploiter une chaufferie urbaine implanté au Nord du quartier de Villejean par arrêté préfectoral du 15 novembre 2007 modifié.

Cette chaufferie est autorisée au titre de la rubrique 3110 de la nomenclature des installations

classées pour la protection de l'environnement pour une puissance thermique nominale de 79,7 MW.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mesure en continu des NOx	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 25	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	3 mois
2	Assurance Qualité des AMS – AST	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	/	Demande d'action corrective	1 mois
4	Plan de gestion des OTNOC	Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 5	/	Demande d'action corrective	3 mois
7	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6	/	Demande d'action corrective	1 mois
8	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 15/11/2007, article 7.6.2	/	Demande d'action corrective	3 mois
10	Panneaux photovoltaïques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 30	/	Demande d'action corrective	1 mois
11	Panneaux photovoltaïques - alarme	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 35	/	Demande d'action corrective	1 mois
12	Panneaux photovoltaïques - organes de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 38	/	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
3	Mesure annuelle par un organisme agréé	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
5	Procédure d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 5
6	Registre de suivi de l'efficacité énergétique	Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 6
9	Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 15/11/2007, article 7.6.5

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater une gestion globalement correcte des installations qui respectent les niveaux d'émissions associés aux meilleurs techniques disponibles du BREF relatif aux grandes installations de combustion.

Un dépassement des valeurs limites d'émissions sonores a été relevé par l'exploitant lors du dernier contrôle acoustique et un projet d'insonorisation du poste de détente gaz (propriété de GrDF) à l'origine de ce dépassement est à l'étude.

Néanmoins, une méconnaissance par l'exploitant des dispositions applicables relatives aux équipements de production d'électricité utilisant de l'énergie photovoltaïque de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 a été mise en évidence.

L'Inspection invite l'exploitant à procéder à un recollement de ces obligations et à mettre en œuvre les actions correctives nécessaires à l'issue.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesure en continu des NOx

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 25
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure en continu des NOx
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 14/09/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>I. - La concentration en NOx dans les gaz résiduels est mesurée en continu. Cependant, la mesure en continu n'est pas obligatoire dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- pour les installations de combustion dont la durée de vie est inférieure à 10 000 heures d'exploitation ;- pour toute turbine ou tout moteur qui fait partie d'une installation de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 100 MW, la mesure en continu peut être remplacée, après accord du préfet, par une surveillance permanente d'un ou de plusieurs paramètres représentatifs du fonctionnement de l'installation et directement corrélés aux émissions considérées. Dans ce cas, un étalonnage des paramètres est réalisé au moins trimestriellement.- pour toute chaudière autorisée avant le 31 juillet 2002 ou qui a fait l'objet d'une demande d'autorisation avant cette date pour autant qu'elle ait été mise en service au plus tard le 27 novembre 2003 et qui n'est pas équipée d'un dispositif de traitement des NOx dans les fumées et qui fait partie d'une installation de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 100 MW ;- pour toute chaudière d'une puissance unitaire inférieure à 10 MW autorisée avant le 1er novembre 2010 et qui fait partie d'une installation de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 100 MW ;- pour tout appareil visé au a de la définition des appareils destinés aux situations d'urgence, fonctionnant moins de 500 heures d'exploitation par an et qui fait partie d'une installation de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 100 MW ;- pour tout four industriel autorisé avant le 1er novembre 2010 et qui fait partie d'une installation de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 100 MW.
Constats : <p>Concernant l'observation émise lors de la précédente inspection et relative à l'absence de convertisseur NO₂/NO dans la chaîne de mesure, l'exploitant a répondu que la teneur en NO₂ étant très faible par rapport aux NOx et l'incertitude de mesure de 20 %, le résultat en NO₂ d'un convertisseur ne serait pas suffisamment précis.</p> <p>Il ajoute que des mesures de NO₂ lors de la combustion de gaz naturel ont été réalisées en avril 2024 et que la proportion de NO₂ varie de 0,3 % à 4,3 % des NOx selon les chaudières. L'exploitant ne sait pas expliquer l'origine de cette disparité (lié au régime de fonctionnement des chaudières?) ni la valeur du coefficient de proportionnalité enregistré par le prestataire SOLSTICE dans la baie d'analyse.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>> L'exploitant doit, sous un délai de 3 mois, comparer les valeurs de proportion de NO₂/NOx mesurées au coefficient de proportionnalité intégré dans la baie d'analyse et, si nécessaire, réévaluer ce dernier afin qu'il soit plus représentatif des émissions réelles de NOx.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Assurance Qualité des AMS – AST

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Assurance qualité
Prescription contrôlée : I. - L'absence de dérive est contrôlée par les procédures AST.
Constats : Les derniers AST datent du 29/01/24 et du 03/02/2025. Les tests opérationnels font apparaître pour chacune des chaudières que <i>les gaz utilisés pour la calibration des AMS sur site ne sont pas raccordés COFRAC, les gaz utilisés pour la SRM ont été passés sur l'AMS afin de vérifier la justesse de l'étalonnage.</i> L'exploitant précise que les gaz étalon en question sont ceux du prestataire de maintenance de la baie d'analyse (SOLSTICE). 6 mesurages en parallèle SRM/ASM ont été réalisés pour chaque paramètre (CO, NOx, O2) et chaque conduit (le minimum requis étant 5 selon le guide GA X 43-132). Pour les chaudières 2 et 4, l'AST de février 2025 n'était pas concluant pour le paramètre O2 et un QAL2 a été renouvelé. L'exploitant n'a pas été en mesure de prouver que les nouvelles droites d'étalonnage des chaudières 2 et 4 pour le paramètre O2 ont bien été saisies dans la baie d'analyse. Mais il indique que SOLSTICE est présent lors de chaque QAL2 et AST et intervient directement sur la baie à l'issue de ces contrôles si des mises à jours sont nécessaires dans la baie d'analyse.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'exploitant doit sous un délai de 1 mois transmettre à l'Inspection une extraction (copie d'écran) de la baie d'analyse identifiant les paramètres d'étalonnage saisis dans la baie d'analyse. <i>L'Inspection invite l'exploitant à demander à son prestataire SOLSTICE d'établir systématiquement cette extraction lorsqu'il intervient pour modifier les paramètres de la baie d'analyse.</i>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Mesure annuelle par un organisme agréé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 32				
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des effluents gazeux				
Prescription contrôlée : II. - L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures prévues à la section 1 du chapitre VI du présent titre par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Ce contrôle périodique réglementaire des émissions peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance des appareils de mesure en continu.				
Constats : Le dernier rapport de mesure date de février 2025 et donne les résultats suivants qui confirment le respect des VLE mensuelles (indiquées en italique) :				
Equipement/ Paramètre (en mg/Nm ³)	Chaudière 1	Chaudière 2	Chaudière 3	Chaudière 4
CO	0 / 100	0 / 100	0 / 100	25 / 100
NOx	80 / 90	68 / 90	63 / 100	82 / 100
Poussière	0,16 / 5	0 / 5	0 / 5	0 / 5
SO2	4,2 / 35	1,8 / 35	1,5 / 35	2,4 / 35
Type de suites proposées : Sans suite				

N° 4 : Plan de gestion des OTNOC

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, OTNOC
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant établit pour le 17 août 2021 au plus tard un plan de gestion des périodes OTNOC.</p> <p>Le plan de gestion de ces périodes OTNOC contient :</p> <ul style="list-style-type: none">• la conception appropriée des systèmes censés jouer un rôle dans les OTNOC susceptibles d'avoir une incidence sur les émissions dans l'air, dans l'eau ou le sol (par exemple types de conceptions à faible charge afin de réduire les charges minimales de démarrage et d'arrêt en vue d'une production stable des turbines à gaz) ;• l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive spécifique pour ces systèmes ;• une vérification et relevé des émissions causées par des OTNOC et les circonstances associées, et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire;• une évaluation périodique des émissions globales lors de OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantification/estimation des émissions) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire.
Constats : <p>Le plan de gestion des OTNOC transmis à l'Inspection indique une date de révision du 16/12/25, or il s'avère qu'il s'agit de la date d'édition du fichier qui s'incrémente automatiquement à chaque ouverture. Il convient que l'exploitant corrige cette saisie automatique.</p> <p>Les différentes conditions opérationnelles autres que normales (OTNOC) identifiées concernent les phases de démarrage et arrêt programmés, les arrêts d'urgence, les pannes ou dysfonctionnement des analyseurs, le démarrage en mode secours (au fioul en cas d'indisponibilité du gaz) et la défaillance du système de traitement des fumées (recirculation des fumées).</p> <p>L'Inspection constate que, faute de paramétrage dans la baie d'analyse, tous les relevés de surveillance de la chaudière 4 sont en OTNOC. L'exploitant indique avoir déjà sollicité l'intervention du prestataire ENVEA pour corriger ce paramétrage mais que cela n'a pas encore été fait.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'une GMAO serait mise en œuvre l'année prochaine, ce qui facilitera le suivi des actions de maintenance identifiées dans le plan de gestion des OTNOC.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>> L'exploitant doit sous un délai de 3 mois faire rectifier le paramétrage des OTNOC de la chaudière 4.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Procédure d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Procédures et instructions
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'une procédure d'exploitation relative à la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement des dispositifs de réduction des émissions.
Constats : L'exploitant indique que le site de Villejean n'est pas équipé de dispositif de réduction des émissions en dehors du recyclage des fumées qui vise la réduction des émissions de NOx en complément des brûleurs bas-NOx. Les modalités de gestion de la défaillance de ce dispositif de recyclage étant indiquées dans le plan de gestion des périodes OTNOC, aucune procédure relative à la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement de ce dispositif n'a été spécifiquement élaborée. En cas de défaillance de ce dispositif, un dépassement des VLE en NOx est possible et l'exploitant précise qu'il mettra alors en œuvre la procédure relative aux mesures à prendre en cas de dépassement des VLE. Cette procédure prévoit notamment la réalisation de mesures de vérification par un technicien de chaufferie avec la « valise de combustion » afin de pouvoir confirmer la nécessité d'arrêter la chaudière en cause au profit d'une autre.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Registre de suivi de l'efficacité énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2020, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Efficacité énergétique
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre de suivi de l'efficacité énergétique de ses installations où sont reportées les opérations suivantes: <ul style="list-style-type: none">• suivi journalier des rendements thermiques comprenant :<ul style="list-style-type: none">◦ une mesure des consommations de gaz par chaudière (compteur gaz) et calcul des énergies consommées à partir d'un PCI moyen du gaz naturel ;◦ une mesure de l'énergie délivrée dans l'eau surchauffée (compteur énergie) ;• suivi mensuel des rendements thermiques avec calcul de l'énergie consommée à partir du PCI réel fourni par le fournisseur ;• vérification annuelle des rendements thermiques lors des mesures des émissions atmosphériques.
Constats : L'exploitant a pu présenter à l'Inspection le registre de suivi de l'efficacité énergétique de ses installations qui indique le rendement énergétique de chaque chaudière avec relevé des consommations de gaz et calcul des énergies consommées à partir d'un PCI moyen du gaz naturel.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission des données de surveillance des effluent atmosphériques
Prescription contrôlée : Les dispositions du III de l'article 6 bis de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé, relatives à la transmission de la surveillance des émissions s'appliquent. Art. 6 Arrêté du 2 février 1998 : III.-Lorsqu'aucune disposition ne prévoit une transmission plus fréquente, les résultats de la surveillance des émissions et toute donnée requise pour le contrôle du respect des conditions d'autorisation associées sont transmis a minima une fois par an à l'inspection des installations classées.
Constats : L'Inspection constate qu'aucune saisie des bilans trimestriels de surveillance n'est réalisée dans GIDAF. Les bilans trimestriels de surveillance 2024 et 2025 ont été transmis par mail à l'Inspection (sauf celui du 4ème trimestre 2024 qu'il convient de communiquer à l'Inspection). Le cadre de surveillance GIDAF qui prévoyait une transmission annuelle des résultats de surveillance depuis 2023 a été modifié pour permettre une transmission trimestrielle des résultats comme prévu par l'AP du 15/11/2007.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'exploitant doit, à compter de janvier 2026, effectuer la transmission sur GIDAF des bilans trimestriels avec interprétation des résultats et actions correctives.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2007, article 7.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : (L'exploitant) doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques (des moyens de lutte contre l'incendie). Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre (...)
Constats : Le rapport de contrôle du poteau incendie de 2024 indique que le poteau incendie est conforme mais précise qu'il ne vidange pas hydrauliquement. L'exploitant a sollicité un nouveau contrôle auprès du gestionnaire du réseau (Eau du Bassin Rennais), réalisé le 19/11/25 et est en attente du rapport. Selon Eau du Bassin Rennais, ce poteau est déclassé pour le SDIS.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'exploitant doit sous un délai de 3 mois, transmettre à l'Inspection le rapport de vérification du poteau incendie de 2025 accompagné d'un plan d'action si les critères pression ou débit confirment sa non-conformité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2007, article 7.6.5
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : Ces consignes indiquent notamment : (...) - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux des fluides) ; - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel ; - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc... - la procédure permettant, en cas de lutte contre l'incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.
Constats : L'exploitant a présenté à l'Inspection la consigne incendie du site qui précise les actions à mener en cas d'incendie et les moyens à utiliser. L'exploitant indique que l'ajout d'une vanne de sectionnement afin de pouvoir confiner les eaux sur site en cas d'incendie sera réalisé en 2026.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Panneaux photovoltaïques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 30
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité
Prescription contrôlée : Art 30 : (...) L'exploitant tient par ailleurs à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments suivants : -la fiche technique des panneaux ou films photovoltaïques fournie par le constructeur ; -une fiche comportant les données utiles en cas d'incendie ainsi que les préconisations en matière de lutte contre l'incendie ; -les documents attestant que les panneaux photovoltaïques répondent à des exigences essentielles de sécurité garantissant la sécurité de leur fonctionnement. Les attestations de conformité des panneaux photovoltaïques aux normes énoncées au point 14.3 des guides UTE C 15-712 version de juillet 2013, délivrées par un organisme certificateur accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), permettent de répondre à cette exigence ; (...) -les plans du site ou, le cas échéant, les plans des bâtiments, auvents ou ombrières, destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours et signalant la présence d'équipements photovoltaïques ; (...)
Constats : L'inspection constate que les plans du site, notamment celui présentant les risques identifiés pour chaque local, ne mentionnent pas la présence de panneaux photovoltaïques sur l'installation. Seuls les boutons d'arrêt d'urgence de l'installation photovoltaïque sont localisés. Il est important que les pompiers disposent rapidement de l'information relative à la présence de panneaux photovoltaïques sur les installations en cas d'intervention.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'exploitant doit sous un délai de 1 mois, compléter le plan de localisation des risques de l'installation en matérialisant la présence des panneaux photovoltaïques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Panneaux photovoltaïques - alarme

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 35
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité
Prescription contrôlée : Chaque unité de production photovoltaïque est dotée d'un système d'alarme permettant d'alerter l'exploitant de l'installation, ou une personne qu'il aura désignée, d'un événement anormal pouvant conduire à un départ de feu sur l'unité de production photovoltaïque. Une détection liée à cette alarme s'appuyant sur le suivi des paramètres de production de l'unité permet de répondre à cette exigence. En cas de déclenchement de l'alarme, l'exploitant procède à une levée de doute (nature et conséquences du dysfonctionnement) soit en se rendant sur place, soit grâce à des moyens de contrôle à distance. Les dispositions permettant de respecter les deux alinéas précédents sont formalisées dans une procédure tenue à disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de confirmer la présence d'une alarme permettant d'alerter en cas d'événement anormal survenant sur les équipements photovoltaïques susceptible de conduire à un incendie. Aucune procédure n'a été établie en ce qui concerne les actions à mener en cas de déclenchement de cette alarme.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'exploitant doit sous un délai de 1 mois, transmettre les éléments attestant de la présence d'une alarme permettant de l'alerter d'un événement anormal pouvant conduire à un départ de feu sur l'installation photovoltaïque ou à défaut un devis signé pour son installation. > Il transmet dans les mêmes délais une procédure relative aux actions à mener en cas de déclenchement de cette alarme.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Panneaux photovoltaïques - organes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 38
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité
Prescription contrôlée : <p>Des dispositifs électromécaniques de coupure d'urgence permettent d'une part, la coupure du réseau de distribution, et d'autre part la coupure du circuit de production. Ces dispositifs sont actionnés soit par manœuvre directe, soit par télécommande. Dans tous les cas, leurs commandes sont regroupées en un même lieu accessible en toutes circonstances, notamment par les services de secours. (...)</p> <p>En cas de mise en sécurité de l'unité de production photovoltaïque, la coupure du circuit en courant continu s'effectue au plus près des panneaux photovoltaïques. Dans le cas d'équipements photovoltaïques positionnés en toiture, ces dispositifs de coupure sont situés en toiture.</p> <p>Un voyant lumineux servant au report d'information est situé à l'aval immédiat de la commande de coupure du circuit de production. Le voyant lumineux témoigne en toute circonstance de la coupure effective du circuit en courant continu de l'unité de production photovoltaïque, des batteries éventuelles et du circuit de distribution. La conformité aux spécifications du point 12.4 des guides UTE C 15-712-1 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques sans stockage et raccordées au réseau public de distribution ou UTE C 15-712-2 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques autonomes non raccordées au réseau public de distribution avec stockage par batterie permet de répondre à cette exigence.</p>
Constats : <p>L'inspection a constaté la présence d'un arrêt d'urgence de l'installation photovoltaïque au pied de la chaufferie.</p> <p>L'exploitant n'a pas su confirmer quelles actions entraînent l'activation de cet arrêt d'urgence ni si la coupure du circuit en courant continu se situe au plus près des panneaux photovoltaïques, en toiture.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>> L'exploitant doit sous un délai de 1 mois préciser à l'Inspection les actions qu'entraîne l'activation de l'arrêt d'urgence de l'installation photovoltaïque.</p> <p>> Il confirmera dans les mêmes délais où se situe la coupure en courant continu du circuit. En cas de non respect des dispositions de l'article 38 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, l'exploitant y associera un plan d'action de mise en conformité.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois